

**ENJEUX DU FINANCEMENT ET DE L'INFLATION DANS
LES ZONES RURALES DE MADAGASCAR**

**CHALLENGES OF FINANCING AND INFLATION IN RURAL
MADAGASCA**

RAKOTONIARY Nantenaina

Doctorante

Université de Toliara

École doctorale : Lettres, humanités et Indépendances Culturelles

RATOLOJANAHARY Fetra Tojoso

Enseignant - chercheur

Maître de conférences

Université de Toamasina

Date de soumission: 19/04/2025

Date d'acceptation: 12/05/2025

Pour citer cet article :

RAKOTONIARY. N. & RATOLOJANAHARY. F. T. (2025) «ENJEUX DU FINANCEMENT ET DE L'INFLATION DANS LES ZONES RURALES DE MADAGASCAR», Revue Internationale du chercheur «Volume 6 : Numéro 2» pp : 218-231

Résumé

Dans les zones rurales de Madagascar, l'accès limité au financement formel, entravé par des procédures complexes, des garanties inadéquates et une faible présence d'institutions financières, pousse les populations vers des mécanismes informels et l'autofinancement, souvent insuffisants face à l'inflation. Cette dernière, en augmentant les prix des biens de première nécessité, réduit le pouvoir d'achat des ménages ruraux, dépendants de l'agriculture, et aggrave leur vulnérabilité économique. L'étude vise à analyser les dynamiques du financement formel, informel et de l'autofinancement, ainsi que l'impact de l'inflation, pour proposer des stratégies renforçant la résilience économique des communautés rurales. L'hypothèse postule que l'accès restreint au financement formel, l'instabilité des systèmes informels et l'insuffisance de l'autofinancement, exacerbé par l'inflation, limitent les opportunités économiques et la stabilité financière. Les objectifs spécifiques incluent l'identification des barrières au financement formel, l'évaluation des contraintes des systèmes informels et de l'autofinancement, et l'analyse des effets de l'inflation sur la durabilité des financements et le pouvoir d'achat. Une approche mixte, combinant enquêtes quantitatives auprès des ménages, entretiens qualitatifs avec des acteurs clés, observations participatives et analyse documentaire, permettra de cartographier les obstacles, d'évaluer l'impact de l'inflation et de formuler des recommandations pratiques.

Mots-clés: Financement rural, inflation, microfinance, autofinancement

Abstract

In rural areas of Madagascar, limited access to formal financing hindered by complex procedures, inadequate guarantees, and a weak presence of financial institutions drives populations toward informal mechanisms and self-financing, which are often insufficient in the face of inflation. The latter, by increasing the prices of essential goods, reduces the purchasing power of rural households, which depend on agriculture, and worsens their economic vulnerability. This study aims to analyze the dynamics of formal, informal, and self-financing mechanisms, as well as the impact of inflation, in order to propose strategies to strengthen the economic resilience of rural communities. The hypothesis posits that restricted access to formal financing, the instability of informal systems, and the insufficiency of self-financing—exacerbated by inflation—limit economic opportunities and financial stability. The specific objectives include identifying barriers to formal financing, assessing the constraints of informal systems and self-financing, and analyzing the effects of inflation on the sustainability of financing and purchasing power. A mixed-methods approach, combining quantitative household surveys, qualitative interviews with key stakeholders, participatory observations, and document analysis, will be used to map out the obstacles, assess the impact of inflation, and formulate practical recommendations.

Keywords: Rural financing , Inflation, Microfinance, Self-financing

Introduction

Dans les zones rurales des pays du Sud, les marchés du crédit sont souvent défailants, limitant l'accès au financement agricole, essentiel au développement depuis les années 1950 (Sandron, 2010). À Madagascar, le crédit rural, destiné à accroître la production agricole, est entravée par des procédures complexes, des garanties inadéquates et une offre financière limitée, poussant les populations vers des sources informelles. Le secteur financier malgache, malgré son potentiel, souffre d'un manque de financements à long terme, de coûts élevés et d'un faible niveau d'éducation, freinant le développement du crédit (Fouquet B. , 2014). Un accès accru au financement rural stimule la croissance économique, mais peut accroître l'inflation si les structures productives sont inadaptées. De plus, l'inflation affecte disproportionnellement les ménages ruraux, dépendants des produits de première nécessité aux prix fluctuants (Ellsasser, 1993). L'étude identifiera les sources de financement rural et évaluera leur contribution à la croissance économique. Elle fournira une analyse détaillée de l'impact de ces financements sur les secteurs clés, notamment l'agriculture, le commerce et l'artisanat. L'approche consiste à décrypter les mécanismes de crédit formel et informel, les relations prêteurs-emprunteurs, les pratiques d'épargne et les besoins en crédit (Droy I. , L'usurier et le banquier : le crédit rural à Madagascar, 1993). Face à cela, le présent article s'articule autour des enjeux du financement et de l'inflation dans les zones rurales de Madagascar. Pour mener à bien cette recherche, il est nécessaire de comprendre comment les mécanismes de financement formel, informel et d'autofinancement, confrontés aux pressions de l'inflation, influencent-ils la capacité des populations rurales de Madagascar à assurer leur stabilité économique et à surmonter les contraintes d'un environnement marqué par une faible inclusion financière ? L'hypothèse est la suivante l'accès limité au financement formel, l'instabilité des systèmes informels et l'insuffisance de l'autofinancement, aggravés par l'inflation, restreignent les opportunités économiques et la stabilité financière des populations rurales de Madagascar. Ainsi, l'objectif est d'analyser les dynamiques du financement formel, informel, de l'autofinancement et de l'inflation dans les zones rurales de Madagascar pour proposer des stratégies visant à renforcer la viabilité économique des communautés. Les objectifs spécifiques est d'identifier les barrières à l'accès au financement formel et les contraintes de l'autofinancement les limites des mécanismes informels dans les zones rurales et d'étudier l'effet de l'inflation sur la durabilité des différentes formes de financement et sur le pouvoir d'achat rural. Le résultat attendu est l'analyse détaillée des obstacles au financement formel, des faiblesses du financement informel et une évaluation de l'impact de

l'inflation sur les coûts des crédits, la fiabilité des systèmes informels et la faisabilité de l'autofinancement. Pour la méthodologie une approche mixte combine enquêtes quantitatives auprès des ménages ruraux et entretiens qualitatifs avec acteurs pour analyser les obstacles, l'impact de l'inflation et proposer des solutions adaptées. Les données, collectées via questionnaires, observations participatives et analyse documentaire. Afin de répondre à cette problématique, notre étude se structurera autour de trois axes principaux : matériels et méthodes puis les résultats et enfin les discussions.

1. Matériels et méthodes

1.1. Modes de financement des ménages ruraux à Madagascar

Les ménages ruraux à Madagascar utilisent trois principaux modes de financement : l'autofinancement, la finance informelle et la finance formelle (mondiale, Madagascar : Évaluation du secteur financier, 2016). L'autofinancement prédomine avec 79 % des ménages, qui mobilisent des ressources via la vente de volailles, fruits ou légumes pour répondre à leurs besoins financiers (Droy I. , 1993). La finance informelle, adoptée par 15 %, repose sur des prêts familiaux ou communautaires, appréciés pour leur flexibilité et leur proximité sociale (Fouquet A. , Microfinance et inclusion financière dans les zones rurales de Madagascar, 2014). La finance formelle, limitée à 6 %, inclut des prêts d'institutions de microfinance, comme les crédits pour semences ou le Grenier Communautaire Villageois (Droy I. , Crédit rural et développement agricole à Madagascar : une analyse historique et contemporaine, 1993). Les ménages évitent souvent la finance formelle en raison des taux d'intérêt élevés et des procédures administratives complexes (Banque mondiale, 2016). La peur de l'endettement et l'imprévisibilité des activités agricoles, due aux catastrophes naturelles, renforcent la préférence pour l'autofinancement (Fouquet A. , 2014). Une meilleure inclusion financière passe par la réduction des coûts et la simplification des démarches pour encourager l'adoption des services formels (banque, 2016).

1.2. Caractérisation des offres de financement

Des enquêtes auprès des responsables des IMFs implantées dans la Commune Ampitatafika ont été menées pour voir les différentes offres existantes ainsi que le taux d'intérêt mensuel par IMF. Les taux d'intérêt annuels des IMFs ont été calculés pour les comparer avec celui des banques primaires en adoptant la formule des taux équivalents comme suit: $(1 + i)^n = (1 + i_k)^k$ avec i_k = taux d'intérêt mensuel. Le responsable comme personne ressource, a été contacté pour faire ressortir les dons attribués. Par ailleurs, des enquêtes menées auprès de 81 ménages

ont permis d'identifier d'autres sources de financement, le mode d'échantillonnage de ces 81 ménages étant décrit dans les démarches pour la typologie des besoins financiers. Les données ont été traitées par Analyse Factorielle des Correspondances (AFC) pour lier les enquêtés et les dons reçus

1.3.L'accès au financement dans les zones rurales

Elle demeure l'un des principaux obstacles au développement local, en raison de l'éloignement géographique, de l'inadéquation des produits financiers offerts et de la faible bancarisation des populations rurales (Zeller & Sharma & Roubaud, 1998). Les institutions de microfinance, bien qu'elles aient permis une certaine amélioration, restent limitées par leur portée géographique, leurs exigences de garanties, et leur capacité d'adaptation aux cycles agricoles irréguliers (Ledgerwood & Andrianaivo & Kpodar, 2013)

1.4.Interactions entre les modes de financement et l'inflation

L'inflation exerce une influence significative sur la dynamique des modes de financement, en particulier dans les contextes ruraux des pays en développement comme Madagascar. Elle affecte à la fois la demande et l'offre de financement, qu'il soit formel, informel ou fondé sur l'autofinancement. Dans le secteur formel, une inflation persistante engendre une instabilité macroéconomique qui pousse les institutions financières à augmenter les taux d'intérêt pour se prémunir contre la perte de valeur de la monnaie, ce qui rend le crédit moins accessible aux populations rurales à faibles revenus (Agenor, 2015). De plus, les revenus agricoles étant saisonniers et souvent libellés en monnaie locale, l'érosion de leur pouvoir d'achat limite la capacité des ménages à rembourser leurs emprunts (Kedir, 2011).

Sur le plan informel, les effets de l'inflation sont ambivalents. D'un côté, les réseaux communautaires et les tontines offrent une certaine souplesse en période d'instabilité économique ; de l'autre, ils restent vulnérables à la dépréciation monétaire, surtout lorsque l'épargne collectée perd rapidement de sa valeur (Aryeetey, 1997). Cette fragilité limite leur efficacité comme mécanismes de résilience. Quant à l'autofinancement, souvent considéré comme une réponse par défaut à l'exclusion financière, il devient de plus en plus difficile à maintenir sous une inflation élevée. L'épargne informelle, qu'elle soit monétaire ou en nature, est directement affectée par la variation des prix, réduisant ainsi la capacité d'investissement à moyen et long terme (Mosley, 2001).

1.5. Impact du financement sur les ménages ruraux à Madagascar

L'accès accru au financement peut augmenter la productivité agricole et les revenus, mais un manque de structures productives adaptées risque d'entraîner une hausse de l'inflation, affectant disproportionnellement les ménages dépendants des produits de base (Fouquet, 2014). L'Analyse Factorielle des Correspondances (AFC) montre que les financements influencent positivement des secteurs clés comme l'agriculture et l'élevage, mais leur impact est limité par des obstacles structurels (Droy I. , 1993) Ainsi, pour maximiser les bénéfices, des réformes sont nécessaires pour rendre les financements formels plus accessibles, avec des coûts réduits et des produits mieux adaptés aux réalités rurales (mondiale, 2016)

1.6. Présentation de la zone d'étude

La zone d'étude se situe dans la commune rurale d'Ampitatafika, district d'Antanifotsy, région du Vakinankaratra, à Madagascar. Cette zone rurale, couvrant une superficie totale de 352 km², se trouve à une altitude de 1 550 m et à 97 km au sud d'Antananarivo, caractérisée par une densité de population élevée d'environ 80 habitants/km². Environ 85 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, reflétant des conditions socio-économiques précaires. Le territoire étudié s'étend sur environ 50 km², abritant 10000 ménages basé sur une densité démographique de 6,5 habitants par km² et une moyenne de 5 personnes par ménage. Cette configuration géographique et démographique influence les dynamiques économiques et les besoins en financement des ménages ruraux.

1.7. Démarche

Les ménages ruraux à Madagascar expriment des attentes variées vis-à-vis des financements, principalement identifiées à travers une analyse de discours auprès de 81 ménages à Ampitatafika. Les attentes prioritaires incluent la formation, l'accès à des crédits abordables et le soutien à l'élevage, notamment pour le poulet gasy et les bovidés, perçus comme stratégiques pour le développement économique. La finance informelle, comme les coopératives, est valorisée pour sa flexibilité, tandis que l'aide étatique et la protection environnementale sont également mentionnés. Les ménages souhaitent des financements à faibles taux d'intérêt et des procédures simplifiées, en raison des obstacles rencontrés avec les institutions de micro-finance. L'Analyse Factorielle des Correspondances (AFC) a révélé une hiérarchie des attentes, avec des variables influentes comme les barrages et l'apiculture, impactant des besoins secondaires tels que les dons. Ces résultats soulignent le besoin de

concevoir des offres financières adaptées aux réalités rurales pour répondre efficacement à ces attentes.

1.8. Taille de l'échantillon

La taille de l'échantillon est calculée à l'aide de la formule classique de Cochran pour les populations finies, adaptée aux enquêtes socio-économiques dans des contextes ruraux où la variabilité des comportements financiers peut être élevée. La formule est la suivante :

$$n = \frac{Z^2 \cdot p(1 - p) \cdot N}{e^2 (N - 1) + Z^2 p(1 - p)}$$

Où

- n : Taille de l'échantillon.
- z : Score z correspondant au niveau de confiance (1,96 pour un intervalle de confiance de 95 %).
- p : Proportion estimée de la population ayant accès à un type de financement (formel ou informel). Si inconnue, on utilise $p = 0,5$ pour maximiser la variabilité.
- e : Marge d'erreur (par 5 % = 0,05).
- N : Taille de la population cible (le nombre de ménages dans une zone rurale donnée).

Cette formule est particulièrement adaptée pour les zones rurales de Madagascar, où les données préalables sur l'accès au financement sont souvent limitées, et où les populations sont dispersées géographiquement.

Donc,

$$n = \frac{1,96^2 \times 0,5(1 - 0,5) \times 10000}{0,05^2 (10000 - 1) + 1,96^2 \times 0,5(1 - 0,5)} = 370$$

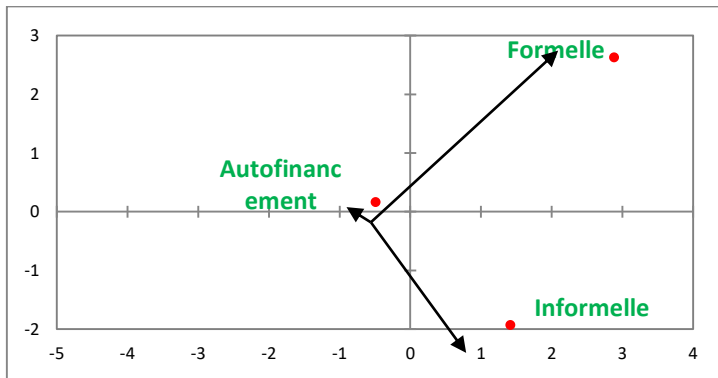
Alors, la taille de l'échantillon est $n = 370$ ménages

2. Résultats

2.1. Financement des ménages ruraux

Le financement des ménages ruraux se divise en 3 catégories bien distinctes dont l'autofinancement, les recours à la finance formelle et à la finance informelle. L'autofinancement occupe la première place; il atteint 79% des ménages ruraux. Ensuite, la finance informelle tient une seconde place; elle occupe 15% contre 6% pour la finance formelle. La finance formelle est à l'opposé de la finance informelle.

Figure 1 Différent mode d'acquisition



Source : auteurs, 2025

Figure 2 : AFC par axe des différents modes de financement

	Autofinancement	28	60	Formelle			
3		30	61	48			
4		31	63	49	6,17%		
5		32	64	50			
6		34	65	51			
7		35	66	52			
8		37	67				
9		38	68				
13		39	69				
79,01%		40	70				
16		42	71				
17		43	72				
18		44	74				
19		45	75				
20		46	76				
21		47	77				
22		53	78				
23		55	79				
24		56	80				
25		57	81				
26		58	2				
27		59					
				1	15	54	
				informelle	29	62	
				10	33	73	14,81%
				11	36		
				12	41		

Source : Auteurs, 2025

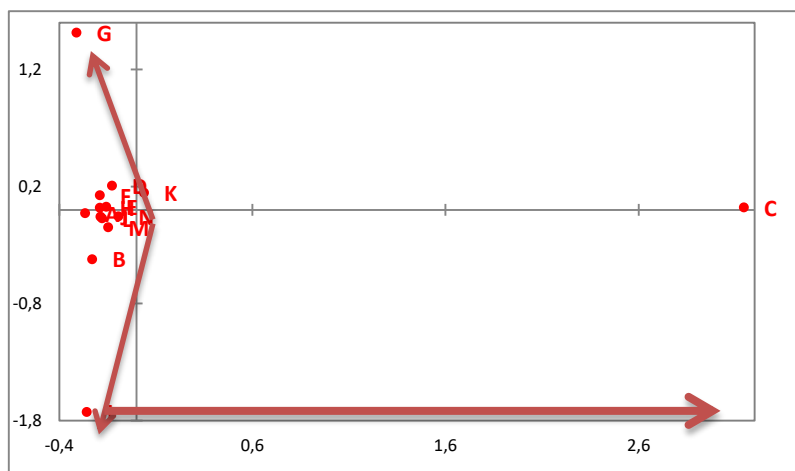
D'après la figure2, L'Analyse Factorielle des Correspondances (AFC) confirme que l'autofinancement domine largement, occupant une position centrale dans les stratégies financières des ménages, tandis que la finance formelle et informelle se situent à des extrêmes opposés, reflétant des logiques économiques et sociales distinctes. Cette répartition met en lumière les défis de l'inclusion financière à Madagascar, où les ménages ruraux privilégient des solutions autonomes ou communautaires pour éviter les risques financiers. Pour maximiser l'impact des financements sur le développement rural, des réformes sont

nécessaires pour rendre la finance formelle plus accessible, notamment en réduisant les taux d'intérêt, en simplifiant les démarches administratives et en proposant des produits adaptés aux cycles agricoles et aux besoins spécifiques des ménages. Une meilleure intégration des mécanismes informels dans les stratégies d'inclusion financière pourrait également renforcer la résilience économique des communautés rurales.

2.2. Clients des institutions de micro-finance

Les prêts contractés par les individus G, C et I se distinguent des autres par leur nature et leur finalité. L'individu G participe au Grenier Communautaire Villageois (GCV), en déposant son paddy auprès de l'institution de micro-finance (IMF) après la récolte pour recevoir un prêt équivalent à la valeur des produits stockés. Durant la période de soudure, il vend le paddy déstocké, ce qui lui permet de rembourser son prêt. L'individu C, quant à lui, obtient un prêt pour l'achat de semences, qu'il rembourse après la récolte. L'individu I sollicite un crédit auprès de l'IMF pour rénover une maison destinée à la location. En termes d'opposition, l'individu C se distingue des individus G et I, tandis que G et I présentent des approches opposées. Cependant, l'individu C partage des similitudes avec l'individu K dans ses pratiques de financement.

Figure 3 : Différents types de prêts effectués



Source : auteurs, 2025

3. Discussion

3.1. Financement des ménages ruraux à Madagascar

Les résultats de l'étude menée à Ampitafika, révélant que l'autofinancement (79 %), la finance informelle (15 %) et la finance formelle (6 %) constituent les principaux modes de

financement des ménages ruraux à Madagascar, permettent d'éclairer les dynamiques économiques rurales tout en ouvrant un dialogue avec les travaux d'autres auteurs. Cette discussion compare ces résultats avec la littérature existante, met en lumière les convergences et divergences, et explore les implications pour l'inclusion financière dans un contexte rural marqué par une forte pauvreté (85 % de la population sous le seuil de pauvreté) et une densité démographique élevée (156,4 habitants/km² dans la zone étudiée)

3.2.Prédominance de l'autofinancement : une réponse aux contraintes structurelles

L'autofinancement, dominant à 79 %, reflète une stratégie d'autonomie financière largement adoptée par les ménages ruraux, principalement via la vente de produits agricoles. Ce constat est en phase avec les observations de (Droy I. , 1993), qui note que les ménages ruraux malgaches, confrontés à des contraintes d'accès aux institutions financières et à des revenus irréguliers, privilégient des solutions internes pour minimiser les risques. Cette dépendance à l'autofinancement est également soulignée par (Fouquet A. , 2014), qui argue que l'imprévisibilité des revenus agricoles, exacerbée par les catastrophes naturelles fréquentes (cyclones, sécheresses), pousse les ménages à éviter les dettes. Cependant, contrairement à certaines études africaines, comme celle de (Adams, 1992) sur le crédit rural au Nigeria, où l'autofinancement est souvent complété par des prêts informels à grande échelle, à Madagascar, l'autofinancement domine de manière écrasante, limitant les investissements productifs. Cette divergence peut s'expliquer par le faible développement des infrastructures financières rurales à Madagascar, où seulement 6 % des ménages accèdent à la finance formelle.

3.3.Finance informelle : une alternative communautaire

La finance informelle, utilisée par 15 % des ménages, repose sur des réseaux sociaux (prêts familiaux, tontines), offrant flexibilité et proximité. Ce résultat corrobore les conclusions de qui met en avant le rôle des mécanismes informels dans la résilience des communautés rurales malgaches, notamment pour financer des obligations sociales comme les cérémonies. De manière similaire, (Collins et al. Collins, 2009) dans *Portfolios of the Poor* décrivent comment les systèmes informels, en Afrique et en Asie, permettent aux ménages pauvres de gérer des flux financiers irréguliers. Cependant, à Madagascar, la portée de la finance informelle reste limitée par le faible volume de fonds disponibles qui note que ces mécanismes ne suffisent pas pour financer des investissements structurés, comme l'achat d'équipements agricoles

modernes. Comparativement, dans d'autres contextes comme le Bangladesh, (Yunus, 2003) montre que la micro-finance formelle a supplanté les systèmes informels grâce à des produits adaptés, un scénario encore peu réalisable à Madagascar en raison des obstacles structurels.

3.4.Finance formelle : un potentiel freiné par des obstacles

La finance formelle, limitée à 6 %, illustre un accès restreint aux institutions de microfinance (IMFs), avec des produits comme le Grenier Communautaire Villageois (GCV) ou les prêts de semences. Ces résultats confirment les analyses de la Banque mondiale (2016), qui identifie les taux d'intérêt élevés et les procédures complexes comme des barrières majeures à l'adoption de la microfinance à Madagascar. Droy (1993) ajoute que la méfiance envers les IMFs, alimentée par la peur de l'endettement et l'imprévisibilité agricole, renforce cette marginalisation. En comparaison, Morduch (1999) montre que dans des pays comme l'Indonésie, la microfinance a réussi à pénétrer les zones rurales grâce à des taux d'intérêt modéré et des programmes éducatifs, une approche absente à Madagascar. L'opposition entre finance formelle et informelle, mise en évidence par l'Analyse Factorielle des Correspondances (AFC), reflète une fracture entre les attentes des ménages (simplicité, confiance) et les exigences des IMFs (garanties, formalités) (Fouquet, 2014). Cette fracture limite l'impact potentiel de la finance formelle sur la croissance économique, bien que, comme le note Banerjee et Duflo (2011), un accès accru au crédit formel pourrait stimuler la productivité agricole si les structures productives sont adaptées.

3.5.Implications pour l'inclusion financière

Les résultats de l'étude soulignent un paradoxe : bien que le financement formel ait le potentiel de stimuler la croissance économique, son adoption reste marginale, contrairement aux contextes où la microfinance a transformé les économies rurales (Yunus, 2003). La prédominance de l'autofinancement et de la finance informelle, bien qu'efficace pour les besoins immédiats, limite les investissements à fort rendement, un point également relevé par Fouquet (2014). Pour surmonter ces défis, la Banque mondiale (2016) préconise des réformes visant à réduire les taux d'intérêt, simplifier les procédures et concevoir des produits financiers alignés sur les cycles agricoles. De plus, intégrer les mécanismes informels dans les stratégies d'inclusion financière, comme suggéré par Collins et al. (2009), pourrait renforcer la confiance des ménages envers les IMFs. Enfin, l'étude met en garde contre le risque d'inflation lié à un accès accru au financement sans amélioration des structures productives,

un phénomène également observé par Morduch (1999) dans d'autres économies en développement.

4. Conclusion

L'étude réalisée dans la commune rurale d'Ampitatafika, située dans la région du Vakinankaratra à Madagascar, démontre, à travers des enquêtes menées auprès de 81 ménages et des analyses statistiques telles que l'Analyse Factorielle des Correspondances (AFC), que les ménages ruraux dépendent majoritairement de l'autofinancement (79 %), complété par la finance informelle (15 %) et, de manière marginale, par la finance formelle (6 %), dans un contexte où 85 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, sous l'influence de contraintes économiques et culturelles. Bien que l'autofinancement, privilégié pour sa sécurité et son accessibilité, permette de répondre aux besoins immédiats tels que l'achat de produits de première nécessité ou le financement des activités agricoles, il restreint les investissements productifs à long terme en raison de ressources limitées. La finance informelle, profondément enracinée dans les réseaux communautaires, offre une flexibilité appréciable pour couvrir les dépenses sociales et agricoles, mais son impact demeure limité par la faiblesse des fonds disponibles. En revanche, la finance formelle, qui pourrait dynamiser la production grâce à des mécanismes comme le Grenier Communautaire Villageois, se heurte à des obstacles majeurs, notamment des taux d'intérêt prohibitifs, des procédures administratives complexes et une méfiance généralisée découlant des aléas climatiques affectant les revenus agricoles. Comparé à d'autres contextes, Madagascar accuse un retard dans l'inclusion financière, aggravé par une densité démographique élevée (156,4 habitants/km²) et une infrastructure financière sous-développée, bien que des produits financiers adaptés pourraient, selon certaines analyses, transformer les pratiques rurales, à condition de surmonter les barrières culturelles et structurelles spécifiques au pays. Pour optimiser l'impact des financements, des réformes s'imposent, incluant une réduction des taux d'intérêt, une simplification des démarches et une intégration des mécanismes informels, tels que les tontines, dans les stratégies d'inclusion financière, tout en veillant à renforcer les structures productives pour éviter une inflation potentielle, comme observé dans d'autres économies en développement. Pour atténuer les enjeux de l'inflation et du financement dans les zones rurales de Madagascar, comme Ampitatafika, il est essentiel de développer des réseaux de microfinance accessibles pour stimuler l'investissement agricole et contrer la hausse des prix. Mais comment combiner efficacement des politiques de financement inclusif et des stratégies de



résilience climatique pour atténuer l'impact de l'inflation sur les communautés rurales de Madagascar, comme Ampitatafika, tout en favorisant un développement économique durable ?

Bibliographie

1. Adams, D. W. (1992). *Informal Finance in Low-Income Countries*. Boulder: Westview Press.
2. Agenor, P.-R. &. (2015). *Development Macroeconomics* (éd. 4). Princeton University Press.
3. Aryeetey, E. (1997). *Financial Market Fragmentation and Reforms in Sub-Saharan Africa*. The World Bank Economic Review.
4. Banque mondiale. (2016). *Madagascar : Évaluation du secteur financier*. Rapport de la
5. Collins et al. Collins, D. M. (2009). *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day*. Princeton: Princeton University Press.
6. Droy, I. (1993). *Crédit rural et développement agricole à Madagascar : une analyse historique et contemporaine*. Paris: CIRAD.
7. Droy, I. (1993). *L'usurier et le banquier : le crédit rural à Madagascar*. IRD.
8. Ellsasser, K. (1993). *Le projet de promotion du petit crédit rural au Burkina Faso*. (C. d. Recherche-Développement, Éd.) Montpellier.
9. Fouquet, A. (2014). *Microfinance et inclusion financière dans les zones rurales de Madagascar* (Vol. 2). Revue Économique et Sociale.
10. Fouquet, A. (2014). *Microfinance et inclusion financière dans les zones rurales de Madagascar* (Vol. 12). Revue Économique et Sociale,.
11. Fouquet, B. (2014). *Pour un développement du crédit à l'agriculture : l'option du mutualisme*. FARM.
12. Kedir, A. M. (2011). *Households' Access to Credit and Microfinance Institutions in Africa*. African Economic Research Consortium.
13. Ledgerwood, & Andrianaivo & Kpodar. (2013).
14. Mosley. (2001). *Microfinance and Poverty in Bolivia*. The Journal of Development Studies.
15. Sandron, F. (2010). *L'échange intergénérationnel face à la modernisation en milieu rural à Madagascar*. IRD.
16. Yunus, M. (2003). *Banker to the Poor: Micro-Lending and the Battle Against World Poverty*. New York: PublicAffairs.
17. Zeller & Sharma, & Roubaud, R. &. (1998).